ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 1970

Texte de la question

SITUATION DU PAYS

M. le président. La parole est à M. Hervé Gaymard, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Hervé Gaymard. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre, mais la réponse peut-elle venir du Gouvernement, de la majorité ou même de l'Élysée ? Face à la situation qu'il a lui même créée, le pouvoir semble perdu, car le pouvoir s'est enfui. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP. – Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

Parce qu'elle est républicaine et patriote, l'opposition ne se réjouit pas de voir notre pays tâtonner comme un grand corps malade au bord du gouffre, alors que l'ensemble de la croissance mondiale est reparti.

M. Henri Emmanuelli. Avec General Electric et Mme Gaymard.

M. Hervé Gaymard. Nous sommes tristes et inquiets, mais nous sommes constructifs sans être naïfs. Au départ, il y a les malentendus : d'abord, l'idée que l'anti-sarkozysme pouvait tenir lieu de programme ; ensuite, l'idée que la crise de 2008, jugulée par Nicolas Sarkozy et François Fillon, ne serait pas durable. *(Exclamations sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. S'il vous plaît, chers collègues.

M. Hervé Gaymard. Et puis, il y a les fautes : la relance de la dépense et le matraquage fiscal, qui ont accru le chômage et diminué les recettes *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP)* ; la division des Français, en croyant détourner l'attention sur des sujets de société qui n'étaient pas la priorité ;…

Plusieurs députés du groupe UMP . Très juste !

M. Hervé Gaymard. …l'abandon de notre réforme territoriale pour un enlisement dans des textes douteux que personne ne comprend *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP)* ; une politique économique qui oscille entre les vaines rodomontades et la méthode Coué.

Enfin, il y a les erreurs : la politique du logement de Mme Duflot qui a tout arrêté ; les rythmes scolaires dont personne ne veut.

Nous vous avons soutenu sur le Mali et la Centrafrique, mais aujourd'hui, il y a un silence pesant sur ce qui se passe en Irak.

M. Alain Marty. Oui.

M. Hervé Gaymard. Nous sommes dans une triple panne démocratique, économique et générationnelle puisque les jeunes ne croient plus à leur pays.

M. le président. Merci.

M. Hervé Gaymard. Monsieur le Premier ministre, la situation… *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, *Premier ministre.* Monsieur le député Gaymard, j'ai compris que vous vouliez interroger le Gouvernement, mais je ne sais pas si vous souhaitiez une réponse. En tout cas, je vais essayer de vous répondre.

Un député du groupe UMP . Pour une fois !

M. Manuel Valls, *Premier ministre.* Oui, le pays traverse une crise. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* J'ai déjà eu l'occasion de l'évoquer, y compris il y a quelques jours devant ma formation politique.

M. Guy Geoffroy. Cela va très mal.

M. Manuel Valls, *Premier ministre.* C'est une crise économique, sociale, avec un chômage de masse qui dure depuis des années, un endettement et un déficit public. L'honnêteté, monsieur Gaymard, vous qui avez exercé des responsabilités importantes au sein du gouvernement de la France, devrait vous conduire à rappeler qu'entre 2008 et 2012, la dette a explosé *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP)*, et que nous avons trouvé un déficit du budget de l'État atteignant 140 milliards ! *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. – Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

Pourquoi vous dis-je cela ? Non pour créer une nouvelle fois, de manière factice, l'opposition entre la droite et la gauche. Mais je le répète dans cet hémicycle, ce que les Français ne supportent pas, c'est ce genre d'accusations. Je peux même vous donner raison sur un point, monsieur Gaymard. L'anti-sarkozysme, entre 2007 et 2012, ne pouvait pas suffire à faire une politique. Car les Français attendent autre chose que les oppositions stériles qui mènent précisément le pays dans l'impasse. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe SRC.)*

Oui, il y a une crise économique, il y a aussi une crise politique, il y a une crise d'identité. Pour ma part, je suis de ceux qui croient - et je suis convaincu que sur l'immense majorité des bancs, chacun le croit - que nous devons, nous républicains, en tout cas pour ma famille politique, pleinement nous réapproprier la République, la nation, la patrie et la laïcité, que nous avons laissées à d'autres. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Oui, il y a une crise d'identité parce que depuis des années, on n'a pas expliqué aux Français de quoi était fait le monde et où était la place de la France dans l'Europe et dans le monde. *(Vives exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. le président. S'il vous plaît. On écoute la réponse.

M. Manuel Valls, *Premier ministre.* Oui, mais cela n'a rien à voir avec le moment où vous avez exercé le pouvoir. Cela vient de plus loin et dure depuis plus longtemps. Et je m'honore d'être aujourd'hui le chef d'un gouvernement où la voix de la France, par l'intermédiaire du chef de l'État et par la voix de Laurent Fabius, pèse dans le monde et cherche à orienter le monde. *(Exclamations et rires sur les bancs du groupe UMP. -*

Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)

Oui, je m'honore d'avoir fait partie d'un gouvernement qui a engagé la France au Mali et en Centrafrique pour combattre le terrorisme et permettre la réconciliation.

Un député du groupe de l'UMP . Et la Syrie ?

M. Manuel Valls, *Premier ministre.* C'est cela aussi, la France. Alors, monsieur Gaymard, au lieu d'être en permanence en train de détériorer l'image même de notre pays par des critiques stériles *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP)*, je vous invite, sur ce sujet comme sur d'autres, à nous rassembler sur l'essentiel, le redressement du pays et la place de la France en Europe et dans le monde. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

Données clés

Auteur : M. Hervé Gaymard
Circonscription : Savoie (2e circonscription) - Les Républicains
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 1970
Rubrique : État
Ministère interrogé : Premier ministre
Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 18 juin 2014
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 18 juin 2014